



Note thématique sur le financement climatique: le financement de l'atténuation

Sejal Patel, Charlene Watsona, ODI
et Liane Schalatek, HBS

Fondamentaux du financement climatique **4**

NOVEMBRE 2016

La nécessité d'atténuer les effets des changements climatiques devient de plus en plus urgente, du fait des efforts trop insuffisants pour réduire drastiquement les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES). Le financement climat peut jouer un rôle crucial en soutenant les efforts des pays en développement pour assurer la transition vers des systèmes de production et de consommation énergétiques écologiquement viables. Il peut également contribuer à lutter contre la pauvreté énergétique et renforcer la sécurité énergétique, deux priorités pour le développement des pays. Actuellement, les principales sources de financement public internationales destinées à l'atténuation sont le Fonds pour les technologies propres (FTP), administré par la Banque mondiale, et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Pour leur part, le Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (GEEREF), créé par l'UE, et le Programme de développement accéléré des énergies renouvelables (SREP), administré par la Banque mondiale, fournissent des financements à plus petite échelle en matière d'atténuation. Maintenant opérationnel, le Fonds vert pour le climat (GCF), va progressivement devenir la principale source de financement d'atténuation. Depuis 2008, 52% des financements climatiques ont été alloués à des activités d'atténuation (à l'exclusion du REDD+) dans les pays qui connaissent une croissance économique rapide, et principalement pour aider au développement des technologies liées aux énergies renouvelables et de rendement énergétique. Le montant cumulé des financements approuvés pour l'atténuation des émissions mondiales a augmenté de 9,1 milliards US\$ à ce jour en octobre 2016

Introduction

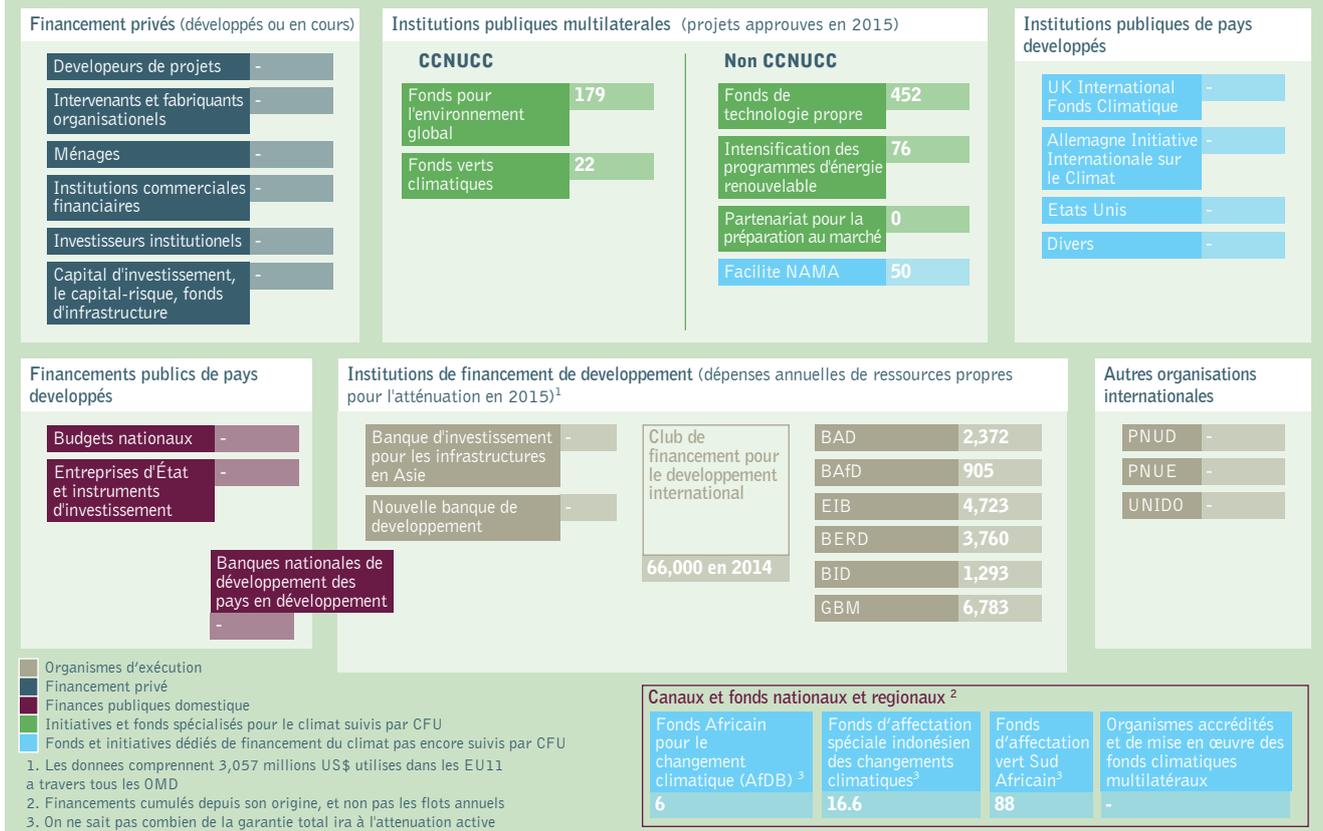
Il y a consensus - confirmé par le 5ème rapport du groupe intergouvernemental sur l'évolution climat (GIEC 2014) - sur l'impératif de maîtriser le réchauffement climatique en-deçà de 2° C, si l'on veut éviter ses effets les plus dangereux. Mais la fenêtre d'opportunité pour y arriver pourrait se fermer très vite. Le rapport prédit que les émissions de Gaz à Effet de Serre doivent baisser de 40 à 70% d'ici 2050 par rapport à leur niveau en 2010 pour ne pas dépasser le seuil de 2°C.

L'Accord de Paris a augmenté l'ambition de maintenir le réchauffement global plus proche de 1,5° C, poussant plus loin encore la surenchère. Cet effort immédiat de réduction incombe principalement aux pays développés même s'il est essentiel que les pays en développement intègrent l'atténuation climatique dans leurs plans de développement et appliquent des stratégies de développement bas-carbone. Le financement climat international aide les pays en développement à mettre en œuvre des actions d'atténuation prioritaires, y compris

Figure 1: Diagramme de l'architecture financière d'atténuation (2003-2016)

Fonds	Engagé	Déposé	Approuvé	Projets approuvés
Fonds pour les technologies propres (FTP)	547	5403.50	4959.31	101
Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (GEEREF)	169.5	163.5	89.07	11
Fonds spécial du Fonds pour l'environnement mondial (FEM 4)	1082.98	1082.98	925.6	234
Fonds spécial du Fonds pour l'environnement mondial (FEM 5)	1350	776.74	745.6	172
Fonds pour l'environnement mondial (FEM 6)	1101.12	1078.05	349.4	76
Partenariat pour la préparation à la commercialisation (PMR)	127.27	118.27	51.95	30
Fonds vert pour le climat (GCF)	10,255.39	9896.38	313.9	7
Programme de développement accéléré des énergies renouvelables (SREP) pour les pays à faible revenu	744.65	742.29	236.41	29

Figure 1: Architecture financière de l'atténuation (US\$ millions)



des programmes sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et le transport durable.

Quels sont les principaux fonds climat d'aide à l'atténuation?

La figure 1 montre les multiples sources de financements climatiques spécialisés dans les actions d'atténuation. Ces sources ont des variations d'accessibilité des données et le tableau 1 présente les fonds climat principaux spécialisés suivi par l'UFC qui soutiennent principalement les actions d'atténuation dans les pays en développement. Les fonds ont des capacités différentes – que ce soit par la taille des projets qu'ils approuvent ou le nombre de pays en développement auxquels ils fournissent un appui (figure 2). Par exemple, les 101 projets approuvés dans le cadre des Fonds pour

les technologies propres (FTP) au bénéfice de quelques marchés émergents pour atteindre des actions à grande échelle. Le FTP a approuvé 5 milliards US\$ de prêts programmatiques pour ces pays. En revanche, le FEM 4,5 et 6 financent plus de 600 projets dans la plupart des pays en développement avec la moitié du montant dépensé par le FTP. Le Système transparent d'allocation des ressources (STAR) du FEM permet aux pays en développement dont le revenu par habitant est faible d'avoir accès à de petits financements du FEM.

Le Programme de développement accéléré des énergies renouvelables (SREP), qui fait partie des Fonds d'Investissement Climat (FIC), cible le développement des énergies renouvelables et l'accès à l'énergie dans les pays en développement les plus pauvres. En novembre 2016, il a approuvé 25 projets. Le Partenariat

Figure 2: Diagramme de l'architecture financière d'atténuation (2003-2016)¹

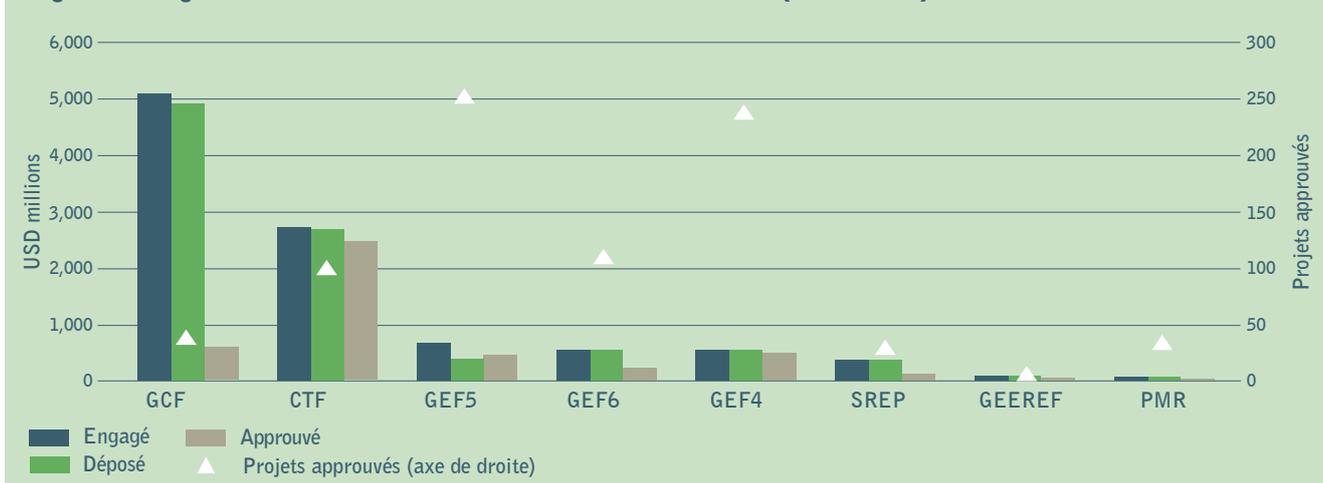
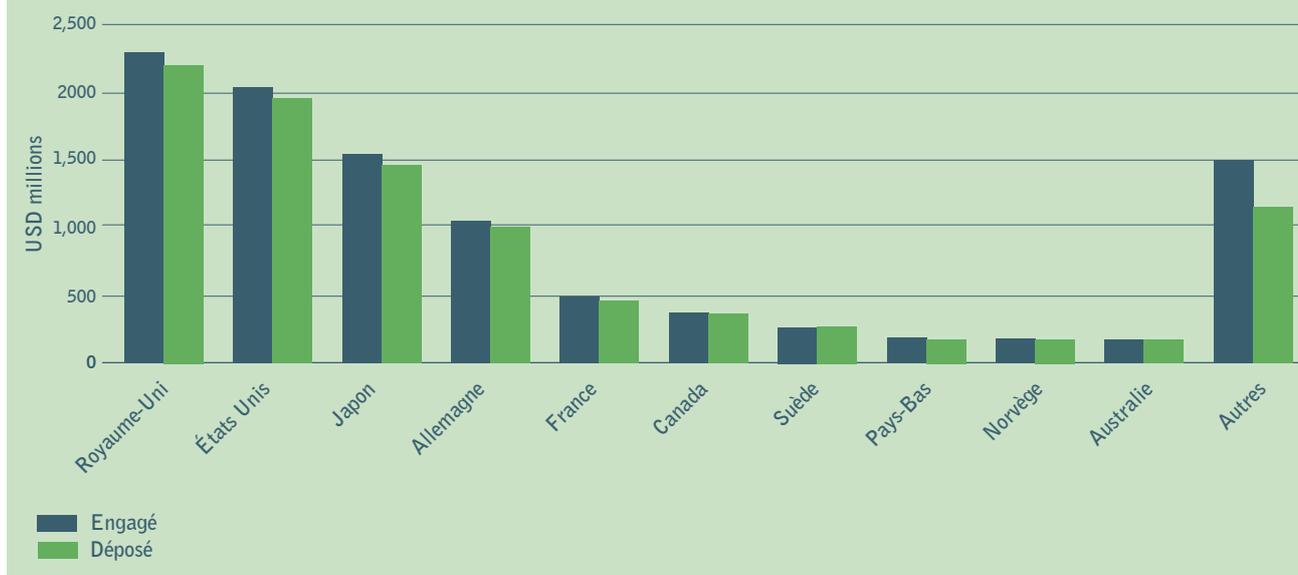


Figure 3 : Montants engagés et déposés pour les projets d'atténuation (2003-2016)²



pour la préparation au marché, quant à lui, est une initiative relativement récente, travaille actuellement pour aider 17 pays à revenus intermédiaires à mettre en œuvre des politiques visant à promouvoir l'investissement privé dans les activités d'atténuation.

Cette année, le Fonds vert pour le climat (GCF) a approuvé 292 millions US\$ pour des objectifs d'atténuation. Il y a aussi un certain nombre de projets transversaux (pour un total de 500 millions US\$), y compris 378 millions US\$ pour des Facilités de financement pour l'énergie durable (SEFF) dans 10 pays.

Origine des fonds engagés et déposés dans les Fonds pour l'atténuation

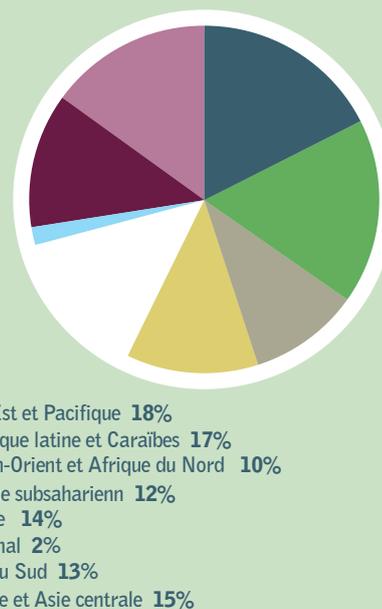
À ce jour, les engagements des États-Unis, du Royaume-Uni, du Japon, de l'Allemagne et de la France en faveur des fonds cités au tableau 1 (à l'exclusion du GCF multi-foyers) représentent 73,4% du total des fonds annoncés (10 milliards US\$). Sur le total des montants promis par ces pays, environ 9,4 milliards US\$ seulement ont déjà été versés à ces fonds. La somme de 7,7 milliards US\$ (soit 82% du montant versé par l'ensemble des donateurs) a été approuvée pour l'aide aux projets et programmes.

Destinataires et types de projets financés en matière d'atténuation

Les financements pour l'atténuation ont été concentrés en Asie, avec une répartition plutôt équitable entre les autres régions (voir figure 4). La répartition entre pays, en revanche, est bien moins équilibrée puisque vingt pays seulement ont perçu 69% du total de ces financements. Les principaux bénéficiaires des financements (approuvés) pour l'atténuation ont été les pays en plein essor économique affichant des besoins et un potentiel importants en matière d'atténuation comme l'Inde (1029 US\$), le Maroc (623 millions US\$), le Mexique (600 millions US\$), l'Afrique du Sud (565 millions US\$) et l'Indonésie (456 million US\$). Il existe parfois une tension entre l'opportunité de soutenir des initiatives d'atténuation des GES à grande échelle dans un nombre restreint de pays, et celle d'investir dans des solutions à petite échelle dont l'ensemble des pays en développement peuvent profiter. Un grand nombre de projets financés par le FEM et le SREP ont cherché à renforcer l'accès à l'énergie pour les pauvres en soutenant l'électrification rurale à base d'énergies renouvelables.

La majorité des projets d'atténuation financés favorisent les

Figure 4 : Répartition régionale du financement pour l'atténuation



initiatives liées aux énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique, étant entendu que plus de 40 % des émissions de GES proviennent de la production et de la consommation d'énergie. Plusieurs des plus importants investissements de la finance climatique ont soutenu des projets d'énergie solaire concentrée au Maroc, en Afrique du Sud et en Inde. Ces investissements commencent à démontrer l'impact de financements climatiques ciblés peut avoir dans la fabrication de technologies innovantes viables (IPC, 2014).

Le FEM récemment commencé à changer sa stratégie de programmation s'éloignant de projets d'investissements de technologies spécifiques vers une approche programmatique plus holistique qui transcende les différentes zones d'impact (FEM 2014). Par exemple, le fonds a approuvé un programme de 134 millions US\$ pour promouvoir le développement urbain à faible teneur en carbone et respectueux de l'environnement dans 23 villes à travers le monde.

In addition to the series of 12 Climate Finance Fundamentals, these recent ODI and HBS publications may be of interest:

- **Adaptation finance and the infrastructure agenda.** Smita Nakhooda and Charlene Watson review international efforts to support adaptation and their linkages with efforts to mobilise new finance for infrastructure. Available at: <http://bit.ly/2dMu8P3>
- **The AIIB and investment in action on climate change.** Darius Nassiry and Smita Nakhooda explore how the AIIB can expand markets for solar, wind and grid technologies, and extend China's leadership in the region in a manner consistent with the commitments to take ambitious action on climate change made by its member countries and prospective member countries as signatories to the Paris Agreement. Available at: <http://bit.ly/2fk5EEx>
- **Financing sustainable development: The critical role of risk and resilience.** Charlene Watson and Jan Kellett make the case that better risk management and the building of resilience are imperative for sustainable development. Available at: <http://bit.ly/2efIUtX>
- **Mutually Reinforcing: Climate Justice, Equitable Climate Finance and the Right to Development.** Liane Schalatek explores the ramifications of the right to development as an inalienable human right for the global challenge of climate change more broadly and more specifically for the concept of climate justice and its application to climate finance provision. Available at: <http://bit.ly/2eWfuRw>
- **In Search of Policy Coherence: Aligning OECD Infrastructure Advice with Sustainable Development.** Motoko Aizawa and Waleria Schuele discuss the privileged relationship of the OECD with the G20 in acting as a powerful voice on policy related to infrastructure investment and development globally and call for the OECD to use its political clout to demonstrate full policy coherence for investment in sustainable development. Available at: <http://bit.ly/1YeHkeE>

Contact us for more information at info@climatefundsupdate.org

Références et liens utiles

Fonds climatique mise à jour: www.climatefundsupdate.org (données accessibles en octobre 2016)

CPI (2014). The Role of Public Finance in CSP: Lessons Learned. Venice, Italy: Climate Policy Initiative.

Developed Countries (2016). 'Roadmap to US\$100 billion'. <http://dfat.gov.au/international-relations/themes/climate-change/Documents/climate-finance-roadmap-to-us100-billion.pdf>

GEF (2014). GEF-6 Directions de programmation. Washington, DC: GEF.

IPCC (2014). Climate Change 2014: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Geneva, Switzerland: IPCC.

UNFCCC (2016). Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows Report. UNFCCC Standing Committee on Finance, Bonn, Germany. http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/items/8034.php

Notes

1. L Sont inclus l'intégralité et les montants des dépôts des fonds multi-foyers, FEM et GCF, alors que les approbations et les projets représentent les projets d'atténuation dédiés.
2. Il est impossible de déterminer la part des engagements découlant de certains pays pour le GCF (voir CFF11 pour plus d'informations sur l'engagement).

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel: +44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung North America
1432 K Street | NW | Suite 500 Washington | DC 20005 | USA
Tel: +1 202 462 7512